

DE L'ANTI-CAPITALISME À L'ANTI-ÉTATISME...

Il y a dix ans, l'article que voici paraissait dans *Terre Libre*, journal de la *Fédération Anarchiste* de langue française. A cette époque, personne n'avait encore reconnu, ni parmi les syndicalistes, ni parmi les nombreuses sectes marxistes, la tendance fondamentale du régime: démission de la bourgeoisie patronale se transformant en techno-bureaucratie: L'État nationalisateur, vache à lait des exploiters, et ennemi numéro UN des exploités.

Bakounine, seul, polémique avec Marx, avait déjà esquissé l'analyse du futur capitalisme totalitaire, comme conséquence de l'idéologie autoritaire du socialisme scientifique.

Nos lecteurs apprécieront l'actualité des lignes que voici, écrites en pleine expérience Blum, première manière.

Le phénomène le plus caractéristique de la période contemporaine, c'est la faillite du capitalisme libéral et de la démocratie parlementaire qui l'accompagne généralement, et l'avènement du capitalisme d'État.

L'Allemagne hitlérienne, Italie fasciste, la Russie stalinienne, malgré leurs contrastes idéologiques, sont les types les plus parfaits du capitalisme d'État.

Mais l'extension des attributions économiques de l'État n'est pas propre à ces pays. Elle est une tendance générale du capitalisme. Elle se manifeste en France, aux U.S.A. comme elle se manifestait en Allemagne bien avant l'avènement de Hitler.

Entre l'économie des pays dits démocratiques et celle des États totalitaires, il n'y a qu'une simple différence d'évolution.

Cette évolution a commencé dans le dernier quart du 19^{ème} siècle. Les grandes crises économiques de 1873, 1890, 1900, ont provoqué, contre la politique libérale et l'économie politique classique une violente réaction. Si le 19^{ème} siècle a commencé dans la défiance de l'État, il a fini au milieu des appels constants à lui: appels des classes ouvrières, appels des industriels et des agriculteurs.

Le socialisme d'État est né de ce mouvement d'opinion. Il a été le carrefour où se sont rencontrés les organisations les plus opposées, les hommes les plus divers: des catholiques sociaux, et des démocrates, des conservateurs et des socialistes opportunistes.

Sous son influence, l'État est intervenu dans les rapports entre patrons et ouvriers par une législation sociale. Il s'est fait entrepreneur de nombreux services publics. Enfin, et surtout, il a mis au service de l'expansion capitaliste tous ses moyens de politique économique extérieure.

Pendant la guerre 1914-18, le socialisme d'État a fait des progrès immenses. Sans doute, la réglementation de guerre a été abolie par la suite, mais une partie de ces institutions a subsisté. C'est ainsi, par exemple, qu'en Allemagne, depuis 1919, le gouvernement du Reich exploitait non seulement les grands services publics, mais aussi des entreprises industrielles, des mines et même des fermes. De plus, il était le plus grand banquier de l'Europe. La social-démocratie a, ainsi, préparé l'avènement de l'État totalitaire!

C'est surtout depuis la crise mondiale que le rôle de l'État a pris, par tous pays, une extension prodigieuse. Toute sa politique économique extérieure et intérieure a été mise au service du capitalisme aux abois: tarifs douaniers, dumping, primes, assainissement, commandes massives, dévaluation, etc... Si bien qu'aujourd'hui, le capitalisme ne saurait subsister sans le concours de l'État.

Désormais, le capitalisme d'État s'installe vraiment dans le monde et, avec lui, le fascisme. Celui-ci, en effet, est l'aboutissement normal de cette évolution. L'État démocratique est inapte à jouer un rôle économique aussi important. Il n'a ni la compétence nécessaire, parce qu'il n'est pas organisé en vue de ce rôle, ni l'esprit de suite indispensable pour diriger l'économie devant un plan préétabli, parce qu'il est soumis à toutes les vicissitudes de la politique et des élections.

Nécessairement, le capitalisme d'État appelle la dictature politique: celle des anciennes classes dirigeantes qui acceptent de modifier leur mode d'exploitation pourvu que l'exploitation demeure, ou celle d'une nouvelle classe exploiteuse de fonctionnaires: ici le bolchevisme, là le fascisme. Partout, la fusion du capitalisme et de l'État aboutit à la tyrannie la plus complète parce que tous les moyens d'oppression - politiques, économiques, militaires et policiers - sont, désormais, concentrés entre les mêmes mains.

Il est donc urgent de mettre les masses en garde contre les mots d'ordre tels que: «*Planisme*», «*Réformes de structure*», «*Économie dirigée*» ou «*Nationalisation*». d'autant plus dangereux qu'ils sont plus obscurs. Ils n'ont d'autre but que de nous faire accepter une sorte de capitalisme d'État (fascisme économique) sous le couvert du socialisme et de la démocratie.

Réagissons contre l'action et la propagande de ceux qui entretiennent dans les masses travailleuses l'illusion fatale consistant à considérer toute extension des pouvoirs de l'État comme une victoire du socialisme.

Cette confusion est la cause essentielle du désarroi que la classe ouvrière de tous les pays a montré face à l'offensive du capitalisme qui, brutalement, a changé et d'aspect et de méthode.

C'est elle qui explique, non seulement le manque de résistance, mais aussi la facilité avec laquelle des masses innombrables, qui suivaient la social-démocratie ou le parti communiste, se sont ralliées au fascisme. Celui-ci est, en effet, intègre dans son programme et il réalise en fait ce que le socialisme leur avait appris être son but propre: l'État maître de l'économie. Si paradoxal que cela puisse paraître, ce sont les idéologues de la classe ouvrière qui ont été les premiers théoriciens de l'État totalitaire!

Pendant le 19^{ème} siècle, lorsque les fonctions économiques étaient distincts du pouvoir politique, l'espoir d'utiliser contre le capitalisme la puissance de l'État moderne était sinon fondé, du moins admissible, explicable. Après les expériences de ces dernières années, il n'en est plus de même. Ceux qui, sciemment ou non, entretiennent dans les masses populaires cette illusion, sont inexcusables pour ne pas dite plus.

Par suite de l'interpénétration de l'État et du capitalisme, la lutte contre celui-ci devient nécessairement, fatalement, une lutte contre l'État. Par cela même, elle prend une signification encore plus élevée, un caractère plus décisif. Elle est ainsi, une lutte contre toutes les formes de l'autorité sociale, politique et économique militaire et policière.

La classe ouvrière doit, le plus rapidement possible, prendre conscience de ce nouvel état de choses. Contre le capitalisme libéral et la démocratie parlementaire qui ont fait faillite, contre le capitalisme d'État et le fascisme ou le bolchévisme qui l'accompagnent nécessairement, elle doit imposer la seule solution possible et humaine: la solution libertaire.

Yann BRAZ.
